ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1565

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Christophe Cavard, pour le groupe écologiste.

M. Christophe Cavard. Ma question s'adresse au ministre du travail et de l'emploi.

Plusieurs députés du groupe UMP . Et du chômage !

M. Christophe Cavard. Les chiffres du chômage sont tombés : le nombre d'inscription à Pôle emploi diminue, c'est un fait. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Hélas, le nombre global des demandeurs d'emploi est toujours en hausse.

Alors que l'on a pu entendre que M. Peter Hartz, le père des réformes allemandes menées sous Schröder, a été reçu par le Président de la République, je suis rassuré par les propos que vous avez tenus ce matin, monsieur le ministre *(« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP)*, sur les effets contrastés qu'a eus cette politique sur l'économie allemande, notamment sur la pauvreté, qui s'est aggravée.

En trente ans, les politiques économiques menées ont eu des effets environnementaux et sociaux dramatiques, car elles ne s'appuient pas sur des secteurs d'utilité sociale et environnementale. Le pacte de responsabilité annoncé par le Président de la République est l'occasion de renverser cette situation, en exigeant des contreparties significatives pour l'emploi. Dans ce cadre, l'argent public doit être versé en échange de contreparties, à travers un contrat d'objectifs fixé grâce au dialogue social. Ces objectifs doivent se décliner par territoires et par branches, soit en termes d'emploi, soit en termes de formation. Nous ne faisons pas confiance au libéralisme pour sortir de la crise et réguler le secteur du travail.

Pour nous, écologistes, la réponse ne réside pas dans la croissance pour la croissance, mais dans la transition écologique de l'économie. Il faudra, pour cette transition, combattre le chômage en actionnant trois leviers : le développement des filières écologiques, en aidant les entreprises à se reconvertir pour répondre à nouveau aux besoins en énergie ; le partage et la réduction du temps de travail ; une politique ambitieuse de formation et de recherche et développement.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire comment le Gouvernement compte mener ces combats ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

M. Michel Sapin, *ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.* Monsieur le député, dans la bataille contre le chômage, la bataille pour l'emploi, nous devons agir avec les politiques de l'emploi que vous avez votées ici et qui portent leurs fruits *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)*…

M. le président. Allons ! Cela ne sert à rien de crier ainsi !

M. Michel Sapin, *ministre* . …puisque le chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans a reculé, puisqu'il y a moins de chômeurs de moins de vingt-cinq ans aujourd'hui qu'il n'y en avait il y a un an. *(Mêmes mouvements.)* en même temps, au même moment, il nous faut faire en sorte que, dans les entreprises, dans les filières, dans les territoires, l'activité économique et la création d'emploi repartent, et ce sur des bases saines, des bases solides, des bases qui préparent de nouveaux emplois, de nouvelles filières, celles que vous évoquez, dans le domaine de l'écologie, mais aussi beaucoup d'autres aussi, de nouvelles filières qui peuvent nourrir en profondeur nos territoires et permettre aux jeunes et aux moins jeunes d'avoir des emplois durables. C'est tout l'enjeu du pacte de responsabilité proposé par le Président de la République et qui a donné lieu hier, sous la présidence du Premier ministre, à des contacts avec les partenaires sociaux.

Oui, monsieur le député, des engagements, des engagements fermes, mesurables, doivent être pris par l'État, mais aussi par l'ensemble des partenaires sociaux, en premier lieu par ceux qui dirigent, qui animent le tissu économique et les entreprises, des engagements sur des quantités d'emplois. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Ce n'est pas moi qui portais sur mon veston un pin's sur lequel était écrit « un million d'emplois » ; c'est le président du MEDEF, qui s'engage ainsi à faire en sorte qu'une mobilisation crée un million d'emplois. Puisqu'il l'arbore ainsi, à sa boutonnière, cela doit aussi être consigné par écrit, précisément, faire l'objet de véritables engagements avec les partenaires sociaux.

Mais c'est aussi en termes de formation, de qualité, de lutte contre la précarité que des engagements doivent être pris. C'est l'objet des discussions engagées. Les partenaires sociaux auront à en parler, et cela nourrira le pacte de responsabilité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Christophe Cavard
Circonscription : Gard (6e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1565
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social
Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 29 janvier 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 janvier 2014